



THE
**STRATEGIC
COUNSEL**



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens -

Mai 2023

Résumé

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Valeur du contrat : 814 741,30 \$

Date d'octroi du contrat : 19 décembre 2022

Date de livraison : 12 juin 2023

Numéro d'enregistrement : POR- 053-22

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

Ce rapport est également disponible en anglais.

Remarque : Dans le présent document, le genre masculin est utilisé comme générique dans le seul but d'alléger le texte.

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en veillant à ce qu'elles demeurent claires et faciles à comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.



Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en ligne menés entre le 3 mai 2023 et 31 mai 2023, à différents endroits du pays, notamment en Ontario, au Québec, en Saskatchewan, au Manitoba, au Yukon, au Nouveau-Brunswick et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent dans la section ci-dessous.

Les travaux de recherche pour ce cycle comprenaient des discussions sur les priorités et la performance du gouvernement du Canada ainsi que toute information d'actualité en lien avec le gouvernement du Canada que les participants avaient vue, lue ou dont ils avaient entendu parler au cours des derniers jours. Certains groupes ont pris part à des discussions plus poussées sur des sujets tels que le conflit en Ukraine, la sécurité nationale et la souveraineté dans l'Arctique, l'immigration, l'économie et l'emploi.

Ce cycle de recherche a également étudié la question des médias sociaux, qui a été abordée par les personnes résidant dans l'est de l'Ontario, la région de la Montérégie au Québec, la Saskatchewan et le Manitoba, ainsi que par les utilisateurs assidus de médias sociaux dans les Prairies. Ces discussions ont permis un examen des habitudes des participants quant à leur utilisation des médias sociaux ainsi que de la modération des contenus sur les plateformes de médias sociaux. Les thèmes de la sécurité en ligne et de la désinformation ont fait l'objet de discussions par de fréquents utilisateurs de médias sociaux dans les Prairies et par des participants résidant au Québec. Les discussions des groupes de la Saskatchewan et du Manitoba, du Yukon et du Québec ont porté sur le changement climatique, tandis que les groupes de l'est de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick ont fait part de leur point de vue sur le plan de tarification du carbone du gouvernement fédéral. De nombreux groupes, notamment ceux au Yukon, en Colombie-Britannique, ainsi que les acheteurs potentiels d'un premier logement à Hamilton, en Ontario, ont traité de la question du logement. Des participants à faible revenu du Québec et les acheteurs d'une première habitation d'Hamilton ont également traité du coût actuel de la vie.

D'autres thèmes ont été abordés au cours de ce cycle, notamment les soins de santé, l'assurance-médicaments, la consommation de substances et les dépendances. Certains groupes ont également pris part à des conversations portant sur la protection et la promotion de la langue française, la sécurité communautaire et la réforme du système de mise en liberté sous caution, ainsi que l'égalité des genres.

En guise de mise en garde lors de l'interprétation des résultats de la présente étude, les conclusions de la recherche qualitative sont uniquement de nature indicative et ne peuvent être attribuées quantitativement à l'ensemble de la population étudiée avec un quelconque degré de confiance.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Résidents canadiens de 18 ans et plus.

- Les groupes ont principalement été formés en fonction du lieu.
- Pour certains groupes, le recrutement ciblait des segments précis de la population, par exemple la diaspora sud-asiatique, les acheteurs ou acheteurs potentiels de véhicules électriques, les utilisateurs fréquents du système de santé, les propriétaires, les personnes à faible et moyen revenu et les travailleurs du secteur de la technologie.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion sont tenus dans diverses régions du Canada.
- Six groupes se composaient de membres de la population générale résidant dans les principaux centres urbains de l'Est de l'Ontario, en Montérégie au Québec, dans des centres de moyenne taille des Prairies, du Yukon, du Nouveau-Brunswick et dans les principaux centres de la Colombie-Britannique.
- Les six groupes restants faisaient partie des segments de la population suivants :
 - Diaspora sud-asiatique;
 - Canadiens à faible revenu;
 - Acheteurs d'une première habitation;
 - Utilisateurs fréquents des médias sociaux âgés de 18 à 34 ans;
 - Hommes âgés de 20 à 35 ans;
 - Personnes préoccupées par la criminalité;
- Les trois groupes de discussion du Québec ont été animés en français. Tous les autres groupes ont été animés en anglais.
- Tous les groupes pour ce cycle ont été animés en ligne.
- Huit participants ont été recrutés par groupe afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l'ensemble des lieux, 84 personnes ont participé aux discussions. Les détails concernant le nombre de participants par groupe sont fournis ci-dessous.
- Chaque participant a reçu des honoraires de 125 \$.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUP E	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Principaux centres urbains de l'EST de l'Ontario	1	Anglais	3 mai	18 h à 20 h	Population générale	8
Montérégie	2	Français	Mai 4	18 h à 20 h	Population générale	8
Sud de l'Ontario	3	Anglais	Mai 9	18 h à 20 h	Diaspora sud-asiatique	7
Centres de moyenne taille des Prairies (SK, MB)	4	Anglais	Mai 10	20 h à 22 h	Population générale	6

Principaux centres urbains du Québec	5	Français	Mai 11	18 h à 20 h	Personnes à faible revenu - revenu annuel du ménage de 40 000 \$	8
Hamilton	6	Anglais	Mai 16	18 h à 20 h	Acheteurs d'une première habitation	6
Yukon	7	Anglais	Mai 17	21 h à 23 h	Population générale	7
Principaux centres urbains des Prairies (Sask., Man.)	8	Anglais	Mai 23	20 h à 22 h	Utilisateurs fréquents des médias sociaux de 18 à 34 ans	7
Nouveau-Brunswick	9	Anglais	Mai 24	17 h à 19 h	Population générale	7
Centres de petite à moyenne taille du Québec	10	Français	Mai 25	18 h à 20 h	Travailleurs du secteur financier	5
Principaux centres urbains de la Colombie-Britannique	11	Anglais	Mai 30	21 h à 23 h	Population générale	8
Région de Vancouver	12	Français	Mai 31	21 h à 23 h	Personnes préoccupées par la criminalité	7
Nombre total de participants						84

Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Chaque rencontre a débuté par une discussion portant sur ce que les participants avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Un vaste éventail d'annonces et d'initiatives ont été évoquées, notamment les enquêtes en cours sur les allégations d'ingérence chinoise lors des récentes élections fédérales canadiennes, l'accord conclu avec l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC) pour mettre fin aux grèves du syndicat, et l'annonce de nombreuses mesures d'accessibilité financière dans le cadre du budget 2023. Parmi les autres mesures évoquées figurent le dévoilement d'un nouveau concept de passeport canadien, l'annonce de changements proposés pour renforcer le système canadien de mise en liberté sous caution, le déploiement de membres du personnel des Forces armées canadiennes (FAC) pour aider à lutter contre les feux de forêt en Alberta, et la publication du *Plan d'action pour les langues officielles : 2023-2028* du gouvernement du Canada.

Les participants ont également évoqué les mesures et initiatives du gouvernement du Canada sur la scène internationale. Il a notamment été question de la fourniture d'une aide militaire et financière à



l'Ukraine, des mesures visant à aider les Canadiens cherchant à quitter le Soudan et à accueillir les ressortissants soudanais au Canada dans un contexte d'agitation civile grandissante dans ce pays, ainsi que de la participation du premier ministre au 49^e sommet du Groupe des Sept (G7) à Hiroshima, au Japon.

Véhicules électriques (principaux centres urbains de l'est de l'Ontario)

Un groupe, composé de participants et résidents de l'Est de l'Ontario, a pris part à une longue discussion sur les récents investissements réalisés par le gouvernement fédéral pour augmenter la fabrication de véhicules électriques (VE) au Canada, et notamment sur son soutien quant à la construction d'une nouvelle usine de batteries pour VE à St Thomas, en Ontario. Le nombre de participant ayant déclaré avoir déjà entendu parler de ce projet était à peu près équivalent à celui des participants ayant déclaré en avoir entendu parler pour la première fois.

Après qu'on leur ait fourni des informations au sujet du projet, plusieurs répondants ont réagi positivement et espéré qu'avec la construction de cette usine, les VE deviendraient plus abordables au bénéfice des Canadiens et créeraient des emplois dans le secteur de l'énergie propre. Parmi le petit nombre de personnes ayant un avis plus négatif, des préoccupations ont été exprimées concernant les éventuels coûts environnementaux que pourrait entraîner l'extraction des matières premières nécessaires à la fabrication des batteries des VE.

Chemin Roxham (région de la Montérégie [Québec])

Quelques questions complémentaires concernant les demandeurs d'asile dans la province ont été posées aux participants de la région de la Montérégie au Québec, y compris à ceux qui avaient traversé la frontière illégalement en empruntant le chemin Roxham. La plupart d'entre eux avaient l'impression que ce point de passage avait été récemment fermé à la suite d'un nouvel accord conclu entre le gouvernement du Canada et celui des États-Unis (É.-U.). Si aucun participant n'a réagi négativement à cette décision, quelques-uns se sont dit préoccupés par le fait qu'elle pourrait inciter les demandeurs d'asile à prendre des mesures plus désespérées pour entrer au Canada, ce qui pourrait mettre leur vie en danger. Selon certains, s'il est important que le gouvernement fédéral continue d'aider les demandeurs d'asile, un effort plus important doit être consenti pour répartir ces personnes de manière plus homogène aux quatre coins du pays.

Nouvelles habitudes de consommation (diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario, utilisateurs fréquents des médias sociaux de principaux centres des Prairies, jeunes hommes de centres de petite et moyenne taille du Québec)

Trois groupes ont pris part à une discussion portant sur leurs habitudes de consommation de nouvelles d'actualité ainsi que sur les plateformes ou sources d'information qu'ils considéraient comme les plus fiables. Interrogés sur le temps qu'ils consacraient généralement à lire, regarder ou écouter les nouvelles, la plupart d'entre eux ont répondu y consacrer environ 15 à 30 minutes par jour.

En décrivant les principales sources qu'ils utilisaient pour obtenir des informations, beaucoup ont mentionné les organes de diffusion traditionnels tels que la télévision (CBC, CTV, CP24 et Global News) et la radio. Plusieurs participants ont également indiqué recourir à des plateformes de médias sociaux

(Facebook, Instagram, Twitter et TikTok), ainsi qu'à des moteurs de recherche comme Google et Microsoft Bing. Interrogés sur la question de savoir s'ils considéraient certaines sources ou plateformes comme plus fiables que d'autres, si la plupart des participants estimaient que les sources d'information grand public et les sources officielles telles que le gouvernement du Canada étaient en général assez fiables, ils estimaient que les informations publiées sur les médias sociaux pouvaient souvent être trompeuses ou inexactes.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux)

Tous les groupes ont pris part à des discussions sur divers enjeux auxquels sont actuellement confrontés les Canadiens, et donné leur opinion de la gestion qu'en fait le gouvernement du Canada. Lorsqu'il leur a été demandé dans quels domaines le gouvernement du Canada leur semblait avoir fait du bon travail ces derniers temps, les participants ont fourni un éventail de réponses. Ils ont mentionné les domaines des soins de santé, de l'éducation, la mise à disposition d'une série de prestations et d'aides destinées aux Canadiens, des améliorations en matière de prestation de services de la part d'organismes et de ministères, dont l'Agence du revenu du Canada (ARC) et Service Canada. Un certain nombre d'entre eux a également mentionné des domaines tels que ceux du changement climatique et de l'environnement, la protection et la promotion du multiculturalisme et de la diversité, et la fourniture d'une aide internationale à des pays comme l'Ukraine.

Les participants ont également mentionné un certain nombre de domaines dans lesquels ils considéraient que le gouvernement du Canada pouvait faire mieux. Au nombre des domaines mentionnés, l'accessibilité à la propriété et l'augmentation du coût de la vie, les soins de santé, les infrastructures (y compris la nécessité d'un grand nombre d'hôpitaux, d'écoles et de services de transport en commun).

Lorsqu'on leur a demandé quels étaient, selon eux, les enjeux les plus importants auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité, beaucoup ont réitéré l'importance de s'attaquer aux enjeux liés au coût de la vie et au taux élevé d'inflation. Plusieurs participants estimaient également qu'il fallait en faire davantage pour améliorer l'accès à des logements sûrs et abordables pour tous les Canadiens et se sont dit préoccupés par l'augmentation perçue du nombre de personnes en situation d'itinérance au sein de leurs collectivités. Un grand nombre d'entre eux ont souligné la nécessité pour le gouvernement fédéral de continuer d'accorder une attention soutenue aux problèmes liés aux temps d'attente dans les services de soins de santé et à la pénurie de personnel, au changement climatique et à la réduction de la dépendance des Canadiens à l'égard de sources d'énergie non renouvelables, ainsi qu'à la nécessité de continuer à investir dans le système éducatif du pays.

Ukraine (principaux centres de l'Est de l'Ontario)

Les participants composant un des groupes ont brièvement abordé la question de l'aide financière et du soutien militaire permanent qu'apporte le Canada à l'Ukraine. À la question de savoir s'ils estimaient qu'il s'agissait d'une priorité importante sur laquelle le gouvernement fédéral devait se focaliser, quelques participants ont répondu par l'affirmative. Certains d'entre eux estimaient qu'il était



important que le gouvernement du Canada collabore avec ses alliés de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) pour continuer à soutenir l'Ukraine, soutenant que c'était important pour préserver la sécurité mondiale à long terme. Le plus grand nombre de ceux qui pensaient différemment étaient d'avis qu'étant donné les défis considérables auxquels on estimait que les Canadiens étaient actuellement confrontés (notamment l'inflation et le coût élevé de la vie), il était plus important pour le gouvernement fédéral de se concentrer sur des enjeux nationaux que de fournir une aide internationale.

Sécurité nationale (Yukon)

Les participants formant le groupe de discussion du Yukon ont pris part à une discussion portant sur la sécurité nationale, notamment sur la priorité d'assurer la souveraineté et à la sécurité de la région arctique du Canada. À la question de savoir si, tout compte fait, ils estimaient que le gouvernement était sur la bonne ou la mauvaise voie concernant ces enjeux, un grand nombre de participants ont répondu par la négative. Plusieurs d'entre eux ont exprimé leurs préoccupations concernant l'état de préparation des Forces armées canadiennes (FAC) à défendre le Canada dans le cas d'un conflit mondial et étaient d'avis que des efforts plus importants devaient être consentis pour renforcer la capacité globale du pays en matière de sécurité nationale.

Tous étaient d'avis que la protection de l'Arctique devait constituer une des principales priorités du gouvernement du Canada. Discutant de la performance du gouvernement à ce sujet, la quasi-totalité des participants était d'avis qu'il y avait matière à amélioration. Lorsqu'il leur a été demandé de nommer les menaces les plus graves à la souveraineté et à la sécurité du Nord canadien, un certain nombre de participants se sont dit préoccupés par l'empiètement potentiel d'autres pays sur le territoire canadien. Plusieurs d'entre eux ont également cité des enjeux environnementaux comme le changement climatique ainsi que les risques de catastrophes, par exemple de marées noires et de phénomènes météorologiques extrêmes dans leur région.

Immigration (diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario)

Les participants du groupe composé de membre de la diaspora sud-asiatique ont pris part à une discussion portant sur l'immigration et les problèmes auxquels sont confrontés les nouveaux arrivants au Canada. Lorsqu'il leur a été demandé de nommer les problèmes les plus importants auxquels sont confrontés les Asiatiques du sud au Canada, un certain nombre d'entre eux ont mentionné les difficultés liées au processus de reconnaissance des titres de compétence étrangers. Il a été estimé que les nouveaux arrivants d'Asie du Sud (et d'autres régions du monde) étaient souvent confrontés à des problèmes de reconnaissance quant à leurs qualifications professionnelles et académiques, ce qui rendait difficile la recherche d'un emploi dans leur domaine d'expertise.

À la question à savoir s'ils estimaient que l'immigration au sens large devait constituer une priorité majeure pour le Canada, la plupart ont répondu par l'affirmative. On estimait qu'en se concentrant sur l'augmentation des taux d'immigration et la venue de travailleurs qualifiés de l'étranger, le gouvernement fédéral serait en mesure de remédier aux pénuries de main-d'œuvre dans divers secteurs. En abordant les problèmes les plus importants liés à l'immigration à l'heure actuelle, certains ont réitéré leurs préoccupations concernant le processus de reconnaissance des titres de compétences



étrangers. D'autres enjeux ont été mentionnés, notamment la nécessité de veiller à ce que les étudiants étrangers aient accès aux mêmes services et avantages que tous les autres Canadiens, à ce que les travailleurs en situation irrégulière soient protégés contre l'exploitation par leurs employeurs et à ne pas privilégier certains pays ou antécédents au détriment d'autres en matière d'immigration.

Économie et création d'emplois (jeunes hommes issus de centres de petite et moyenne taille du Québec)

Un groupe a pris part à une autre discussion portant sur l'économie et la création d'emplois. Plusieurs participants estimaient que l'économie était actuellement dans un piètre état, et un certain nombre d'entre eux ont tout particulièrement mentionné les coûts jugés élevés des produits de première nécessité, tels que les produits d'épicerie et l'essence. Un petit nombre d'entre eux avait une opinion quelque peu différente, estimant que même si l'économie était actuellement confrontée à des difficultés, elle restait relativement performante par rapport à d'autres administrations partout dans le monde. Lorsqu'on leur a demandé s'ils s'attendaient à ce que l'économie canadienne s'améliore, se dégrade ou reste à peu près inchangée dans cinq ans, les prévisions des participants se sont pour la plupart révélées négatives.

En ce qui concerne plus précisément l'état du marché de l'emploi, un grand nombre de participants étaient d'avis que, bien que de nombreux emplois soient actuellement disponibles, ces derniers n'offraient pas nécessairement des salaires élevés ou des avantages suffisants aux travailleurs. Le nombre de personnes estimant que le gouvernement du Canada est actuellement sur la bonne voie en matière de création d'emplois était à peu près équivalent à celui des personnes plus incertaines à ce sujet. À la question de savoir s'ils avaient connaissance de mesures ou d'initiatives du gouvernement fédéral liées à la création d'emplois, un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que ce dernier avait accordé des subventions et du financement pour des programmes de formation dans des secteurs clés comme ceux de la technologie et des soins de santé, bien qu'aucun d'entre eux n'ait pu se souvenir de détails précis à ce sujet.

Médias sociaux (principaux centres de l'Est de l'Ontario, région de la Montérégie au Québec, centres de petite et moyenne de la Saskatchewan et du Manitoba, utilisateurs fréquents des médias sociaux des principaux centres des Prairies)

Quatre groupes ont pris part à des discussions portant sur les médias sociaux. Ces discussions se sont centrées sur leur utilisation des médias sociaux, sur la fiabilité de l'information diffusée sur ces plateformes, et sur leurs points de vue concernant la modération de contenus publiés sur les réseaux sociaux.

Usage des médias sociaux (utilisateurs fréquents de médias sociaux dans les principaux centres des Prairies).

Un groupe composé de particuliers se considérant comme utilisateurs fréquents des médias sociaux a discuté de leur utilisation des médias sociaux et de la façon dont ils interagissaient avec ces plateformes. Interrogés sur la fréquence à laquelle ils recouraient aux médias sociaux au cours d'une



journée donnée, la plupart d'entre eux estimaient que leur utilisation quotidienne était de l'ordre de 3 à 5 heures. En abordant la question des plateformes qu'ils utilisaient habituellement, plusieurs d'entre eux ont mentionné Facebook, Twitter et TikTok, tandis qu'un plus petit nombre d'entre eux ont également déclaré utiliser LinkedIn, YouTube et Snapchat. La plupart d'entre eux ont indiqué fréquenter ces plateformes principalement à des fins de divertissement et pour communiquer avec famille et amis. Lorsqu'on leur a demandé s'ils utilisaient les médias sociaux pour chercher des informations, un grand nombre d'entre eux ont indiqué les utiliser pour se renseigner au sujet d'événements locaux ou pour obtenir des nouvelles relatives à leur communauté, mais peu ont déclaré utiliser les médias sociaux pour en savoir davantage au sujet de questions ou d'événements plus généraux d'ordre national.

Très peu d'entre eux ont déclaré être abonnés à des médias sociaux du gouvernement du Canada ou à des comptes connexes appartenant à des ministères ou des organismes particuliers. Interrogés sur les conseils qu'ils donneraient au gouvernement fédéral concernant le contenu qu'il crée pour ces plateformes, un certain nombre d'entre eux estimaient que ses messages devraient être conçus pour mettre en évidence les aspects les plus positifs du Canada, notamment son réseau des parcs nationaux et la population diversifiée du pays. Un commentaire général a été formulé sur le fait que le gouvernement du Canada devrait adapter les contenus qu'il crée à chaque plateforme individuellement plutôt que d'utiliser une approche unique. Il a été estimé que les préférences des utilisateurs de médias sociaux en matière de contenus variaient considérablement en fonction de la plateforme utilisée et qu'il était important que le gouvernement fédéral comprenne ces différences.

Modération du contenu des médias sociaux (principaux centres de l'Est de l'Ontario, région de la Montérégie au Québec, centres de petite et moyenne taille de la Saskatchewan et du Manitoba)

Trois groupes ont pris part à une discussion sur les contenus diffusés sur les médias sociaux, y compris la fiabilité des informations diffusées sur ces plateformes, l'impact des messages ou commentaires potentiellement préjudiciables et les mesures envisageables pour modérer ces contenus. À la question de savoir à quelle fréquence ils recourraient aux médias sociaux, la plupart des participants ont affirmé y recourir tous les jours. Lorsqu'on leur a demandé quelles plateformes ils utilisaient habituellement, un grand nombre d'entre eux ont mentionné Facebook, Twitter et Instagram. Décrivant la manière dont ils abordaient généralement le contenu de ces plateformes, ils ont été à peu près aussi nombreux à déclarer qu'ils répondaient fréquemment aux messages publiés sur les médias sociaux par des amis, des membres de leur famille et/ou des personnalités et organisations publiques, ou qu'ils les commentaient, que ceux qui ne le faisaient que rarement, voire jamais.

Seul un petit nombre de participants a déclaré être abonné à des comptes de médias sociaux gérés par le gouvernement fédéral et par des organismes et des ministères connexes. Lorsqu'on leur a demandé s'ils faisaient généralement confiance aux contenus diffusés par le gouvernement du Canada sur les médias sociaux, les participants ayant déclaré faire plutôt confiance à ces contenus étaient à peu près aussi nombreux que ceux qui ne leur faisaient pas confiance sans pour autant s'en méfier. Un plus petit nombre d'entre eux ont exprimé un haut niveau de confiance, tandis que très peu d'entre

eux ont indiqué se méfier quelque peu ou grandement des contenus émanant du gouvernement fédéral.

En ce qui concerne tout particulièrement les contenus potentiellement préjudiciables publiés sur les médias sociaux (y compris les messages contenant des propos haineux, du harcèlement ou des menaces, des informations erronées ou d'autres contenus obscènes ou inappropriés), un grand nombre de participants ont indiqué être régulièrement exposés à ce type de messages. À la question de savoir si le fait d'habiliter les gestionnaires de médias sociaux à masquer ou à supprimer ces types de messages et à empêcher les utilisateurs mis en cause de voir ou de commenter de futurs messages constituerait une approche efficace de la gestion de ce type de contenu, les participants ont exprimé des avis partagés. La plupart d'entre eux se sont dit favorables à ce que les modérateurs de contenu prennent ce type de mesures, en particulier dans les cas de messages haineux, racistes ou sexistes, de menaces personnelles à l'encontre d'autres utilisateurs et de messages présentant intentionnellement des informations fausses ou trompeuses. La plupart d'entre eux se sont dit favorables à ce que ces mesures de ce type soient prises par les modérateurs de contenu, en particulier dans les cas de messages haineux, racistes ou sexistes, de menaces personnelles à l'encontre d'autres utilisateurs et de messages véhiculant délibérément des informations erronées ou mensongères. Parmi ces participants, il a été largement estimé qu'afin de garantir que les utilisateurs puissent continuer à s'exprimer librement, des critères stricts devaient être établis concernant les types de contenu qui seraient sujets à modération sur les comptes de médias sociaux gérés par le gouvernement fédéral.

Sécurité en ligne (utilisateurs fréquents des médias sociaux dans les principaux centres des Prairies, jeunes hommes de centres de petite et moyenne taille du Québec)

Les participants de deux groupes ont pris part à des discussions sur la sécurité en ligne. Les membres du groupe composé d'utilisateurs fréquents de médias sociaux ont discuté de la sécurité en ligne et des contenus préjudiciables de manière plus générale, tandis que les deux groupes ont échangé leurs points de vue sur la question de la désinformation.

Contenus préjudiciables (utilisateurs fréquents des médias sociaux dans les principaux centres des Prairies)

Interrogés sur ce qu'ils estimaient être les impacts positifs d'Internet et de l'univers virtuel sur la société, bon nombre de participants ont mentionné la capacité accrue de se connecter et d'interagir avec la famille, les amis et d'autres personnes dans le monde entier, ainsi que la disponibilité à grande échelle d'informations sur un nombre infini de sujets. En abordant la question des potentiels inconvénients d'Internet, certains participants ont fait état de problèmes tels que la diffusion de contenus préjudiciables en ligne, de préoccupations liées à une atteinte à la vie privée, de la prévalence de manœuvres frauduleuses en ligne et du risque de dépendance à l'égard des médias sociaux et d'Internet.

Interrogés sur le sens qu'ils donnaient au terme « sécurité en ligne », la plupart d'entre eux étaient d'avis qu'il faisait référence à la capacité d'une personne à protéger ses renseignements personnels et sa vie privée en ligne. Si peu d'entre eux se sont dit préoccupés par leur propre sécurité en ligne,



certaines estimaient qu'il fallait en faire plus pour protéger des groupes tels que les personnes âgées et les jeunes Canadiens qui n'ont peut-être pas acquis les compétences nécessaires pour déceler les risques en ligne ou qui peuvent être la cible de personnes malveillantes en ligne. Ils étaient peu nombreux à penser que la présence de contenus préjudiciables en ligne constituait un problème majeur à l'heure actuelle, plusieurs d'entre eux estimant qu'il est toujours possible de se déconnecter ou d'éviter intentionnellement ce type de messages lorsqu'on y est exposé. Plusieurs participants étaient également d'avis que les contenus haineux étaient strictement réglementés sur des plateformes comme Facebook, Instagram et Twitter et que des mesures suffisantes avaient déjà été prises à cet égard.

Mésinformation (utilisateurs fréquents des médias sociaux dans les principaux centres des Prairies, jeunes hommes de centres de petite et moyenne taille du Québec)

Interrogés sur la fréquence à laquelle ils tombaient sur des informations en ligne dont ils doutaient de l'exactitude, un grand nombre de participants des deux groupes ont indiqué qu'ils étaient quotidiennement exposés à ce type de messages. Plusieurs d'entre eux se sont dit préoccupés par ce qu'ils considéraient comme une prévalence croissante de la désinformation en ligne, estimant qu'elle avait contribué à occulter la vérité sur de nombreux sujets importants et amené les Canadiens à se forger une opinion sur des questions en se fondant sur des informations incomplètes ou erronées. En donnant des exemples de mésinformation ou de désinformation auxquels ils ont été exposés en ligne, nombre d'entre eux se sont souvenus de messages ou de commentaires relatifs à la pandémie de COVID-19 ainsi qu'au conflit en Ukraine. À la question de savoir comment ils s'y prendraient pour s'assurer de la véracité des informations qu'ils lisaient, la plupart des participants ont indiqué qu'ils utiliseraient probablement un moteur de recherche comme Google ou qu'ils consulteraient le site Web du gouvernement du Canada.

Quant aux mesures qui pourraient être prises pour lutter contre la désinformation en ligne, peu d'entre eux se sont dit d'avis que des mesures directes devraient être prises par le gouvernement du Canada à cet égard. Dans l'ensemble, la plupart des participants interrogés estimaient qu'il incombait aux utilisateurs d'éviter toute information avec laquelle ils n'étaient pas d'accord ou qu'ils jugeaient erronée. Si certains participants estimaient que le gouvernement du Canada avait un rôle à jouer dans la lutte contre la désinformation, d'autres pensaient que le meilleur moyen de le faire était de veiller à ce que toutes l'information publiée sur les sites Web officiels soit exacte, incontestable et fondée sur des faits vérifiables. De leur avis, cela permettrait de positionner le gouvernement fédéral comme source fiable sur des questions importantes comme les soins de santé et l'économie, et encouragerait davantage de Canadiens à consulter les sites Web officiels pour vérifier les informations qu'ils trouvent en ligne.

Changement climatique (centres de petite et moyenne taille de la Saskatchewan et du Manitoba, personnes à faible revenu de principaux centres du Québec, Yukon)

Trois groupes ont pris part à des discussions sur le changement climatique. Ces discussions portaient essentiellement sur les mesures qu'avaient prises les participants pour se préparer aux effets du

changement climatique ainsi que sur les coûts potentiels que le gouvernement fédéral pourrait devoir assumer en prenant des mesures pour remédier à ce problème.

Impacts du changement climatique et adaptation (centres de petite et moyenne taille de la Saskatchewan et du Manitoba, Yukon)

À la question de savoir si le changement climatique avait selon eux un impact majeur, mineur ou nul sur leurs régions respectives, la plupart des résidents de la Saskatchewan et du Manitoba estimaient que son impact avait jusqu'à présent été mineur, tandis que la quasi-totalité des résidents du Yukon a estimé qu'il avait eu un impact considérable sur leurs collectivités. En développant sur ce point, plusieurs résidents du Yukon ont mentionné les changements observés dans les régimes météorologiques du Nord ainsi que la prévalence jugée accrue de phénomènes météorologiques extrêmes comme les inondations à grande échelle, les feux de forêt et les températures anormalement élevées qu'ils considéraient comme étant des problèmes liés au changement climatique auxquels la région est confrontée.

Très peu d'entre eux estimaient que leurs collectivités étaient préparées à faire face aux effets potentiels du changement climatique, notamment à la recrudescence d'inondations et de feux de forêt. Si un petit nombre d'entre eux ont indiqué que des mesures avaient été prises pour dégager des couloirs d'urgence et mettre en œuvre des plans communautaires de préparation aux urgences en cas de catastrophe naturelle, peu d'entre eux estimaient que ces mesures avaient contribué à réduire la vulnérabilité globale de leurs collectivités aux phénomènes météorologiques extrêmes. Peu d'entre eux ont en outre déclaré avoir personnellement pris des mesures pour préparer leur ménage au changement climatique, et un certain nombre d'entre eux ont indiqué qu'en raison du coût de la vie perçu comme élevé à l'heure actuelle, il était difficile d'établir un budget pour autre chose que leurs dépenses mensuelles.

Un grand nombre d'entre eux estimaient que le gouvernement fédéral avait un rôle à jouer pour aider les collectivités à se préparer au changement climatique. Lorsqu'on leur a demandé s'ils se souvenaient de mesures récentes prises par le gouvernement du Canada en matière de changement climatique, un certain nombre d'entre eux ont mentionné la mise en place d'une tarification fédérale du carbone et de ce qu'ils considéraient comme l'accent que mettait le gouvernement sur le développement de sources d'énergie renouvelables telles que l'énergie solaire, l'énergie éolienne et l'énergie hydroélectrique. Après qu'on leur eut fourni des renseignements sur les mesures prises par le gouvernement du Canada pour lutter contre le changement climatique, la plupart d'entre eux estimaient que ces mesures constituaient un pas dans la bonne direction. Quelques-uns d'entre eux ont réagi plus négativement, estimant qu'au lieu de consacrer ces ressources au changement climatique, il fallait se concentrer davantage sur des problèmes considérés comme plus urgents, comme le coût élevé de la vie, les délais d'attente dans les services de soins de santé, la pénurie de personnel et le manque d'eau potable dans plusieurs communautés autochtones.



Coûts liés au changement climatique (personnes à faible revenu de principaux centres du Québec)

Interrogés sur leur degré de préoccupation à l'égard du changement climatique, la plupart des participants du groupe composé de personnes à faible revenu du Québec ont déclaré être plutôt préoccupés par cette question. En abordant les aspects du changement climatique qui les préoccupaient le plus, les participants ont mentionné des problématiques comme celle de l'augmentation de la fréquence de phénomènes météorologiques extrêmes, de la diminution potentielle de la production agricole et l'impact que ce problème aurait sur leurs enfants et les générations à venir. À la question de savoir s'ils avaient été témoins d'effets du changement climatique dans leurs propres collectivités ou dans l'ensemble du Canada, plusieurs estimaient que les feux de forêt et les inondations étaient de plus en plus fréquents ces derniers temps et que cela était dû, au moins en partie, au changement climatique.

Bien que tous s'attendaient à ce que les mesures prises pour lutter contre le changement climatique aient un coût économique important, la plupart d'entre eux estimaient qu'il valait la peine d'agir. Tous étaient d'avis que les mesures prises aujourd'hui pour lutter contre ce problème seront extrêmement bénéfiques pour les générations à venir. En discutant des différentes approches qui pourraient être adoptées pour lutter contre le changement climatique, la plupart ont dit préférer les programmes et les initiatives incitant les individus à adopter des comportements plus durables plutôt que ceux qui imposaient des coûts supplémentaires pour des activités émettrices de carbone, comme la tarification fédérale du carbone. De l'avis général, compte tenu du taux d'inflation élevé et de l'augmentation du coût de la vie à l'heure actuelle, de nombreux ménages ne seraient pas en mesure de faire face à des dépenses accrues relativement à leurs émissions.

Tarification du carbone (principaux centres de l'Est de l'Ontario, Nouveau-Brunswick)

Les participants de deux groupes ont pris part à des discussions sur la tarification du carbone au Canada. Les discussions des résidents de l'est de l'Ontario ont porté sur le système fédéral de tarification du carbone, y compris sur le paiement de l'incitatif à agir pour le climat (PIAC) versé aux Canadiens, tandis que les participants du Nouveau-Brunswick ont échangé leurs points de vue sur la tarification du carbone de manière plus générale.

Tarification du carbone au Canada (principaux centres de l'est de l'Ontario)

Lorsqu'il leur a été demandé s'ils avaient vu, lu ou entendu quelque chose au sujet de la tarification de la pollution par le carbone au Canada, la plupart d'entre eux étaient d'avis que le gouvernement fédéral avait récemment mis en place une tarification du carbone et que ce système était actuellement en vigueur en Ontario. Plusieurs d'entre eux estimaient qu'une grande partie des produits perçus dans le cadre de ce programme était ultimement reversés aux ménages canadiens, mais peu d'entre eux se souvenaient de détails précis sur la manière dont cela s'effectuait. Seul un petit nombre d'entre eux connaissait le terme « paiement de l'incitatif à agir pour le climat ».

Si la plupart des participants ont réagi positivement à cette information et se sont montrés favorables à une tarification de la pollution par le carbone, plusieurs d'entre eux s'interrogeaient sur l'efficacité de ce programme jusqu'à présent. Bien qu'un certain nombre d'entre eux estimaient que ce programme risquait d'avoir un impact limité sur la réduction de la quantité d'essence et de gaz naturel consommée par les Canadiens, on estimait qu'il serait impossible pour certains de restreindre des comportements quotidiens comme la conduite automobile et que cette initiative ne servirait qu'à rendre la vie encore plus inabordable pour ces personnes. On était d'avis que cela constituait surtout un défi pour les personnes vivant dans des collectivités rurales ou éloignées, où les options en matière de transports en commun n'étaient pas plus limitées.

Lors de discussions portant sur la question de savoir si une tarification fédérale du carbone aurait un impact majeur, mineur ou nul, aucun participant n'estimait qu'elle aurait un impact majeur. Bien que la plupart d'entre eux aient déclaré ne pas en savoir assez sur ce programme et sur les PIAC pour déterminer si ce dernier était juste à l'égard des Canadiens, plusieurs estimaient qu'il était logique que le gouvernement fédéral poursuive cette initiative, estimant que c'était la direction générale que prenait l'économie mondiale.

Points de vue sur la tarification du carbone (Nouveau-Brunswick)

Interrogés sur la mesure dans laquelle ils estimaient important que le gouvernement du Canada se concentre sur la réduction de la pollution par le carbone au Canada, presque tous les participants du groupe basé au Nouveau-Brunswick étaient d'avis qu'il s'agissait là d'une priorité absolue. Discutant des récentes mesures prises par le gouvernement fédéral à cet égard, les participants se sont souvenus avoir entendu parler d'initiatives comme la mise en place d'une tarification fédérale du carbone, d'investissements en faveur d'une économie plus verte, y compris de la production d'énergie propre et la fabrication de véhicules électriques (VE), ainsi que de programmes comme la Subvention canadienne pour des maisons plus vertes. Presque tous étaient favorables à la mise en place d'une tarification du carbone, estimant qu'il s'agissait d'une étape importante en matière de protection de l'environnement et de lutte contre le changement climatique.

Discutant de la façon dont ils s'y prendraient pour obtenir de l'information sur la tarification du carbone, plusieurs participants ont mentionné qu'ils consulteraient des sources officielles comme le gouvernement du Canada ainsi que des moteurs de recherche comme Google. À la question de savoir s'ils chercheraient à s'informer auprès de climatologues ou d'économistes, un grand nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative, estimant que ces experts seraient susceptibles d'apporter des points de vue importants à ce sujet. Après avoir été informés que de nombreux économistes avaient déclaré que la tarification du carbone était le moyen le plus rentable de réduire les émissions de carbone à l'échelle et à la vitesse nécessaires pour atténuer les effets du changement climatique, la plupart d'entre eux estimaient que cela justifiait encore davantage la décision du gouvernement fédéral de prendre cette mesure.

Questionnés à savoir s'ils pensaient que la mise en place d'un prix du carbone inciterait les Canadiens à réduire leurs émissions, aucun d'entre eux n'a répondu par l'affirmative. La plupart des participants étaient d'avis que nombreuses seraient les personnes qui se verraient contraintes de continuer à mener des activités émettrices de carbone, telles que la conduite automobile et le chauffage de leur

maison, et que cela continuerait à être le cas jusqu'à ce que des alternatives énergétiques durables et propres deviennent plus facilement disponibles. Presque tous ont cependant réaffirmé leur soutien à une tarification fédérale du carbone, estimant que de telles mesures étaient importantes dans la lutte à long terme contre le changement climatique.

Coût de la vie (personnes à faible revenu de principaux centres du Québec, premiers acheteurs d'une habitation d'Hamilton)

Deux groupes de participants ont pris part à des discussions sur le coût de la vie et les mesures qui ont été prises par le gouvernement fédéral pour rendre la vie des Canadiens plus abordable. La quasi-totalité d'entre eux estimaient que le gouvernement du Canada faisait actuellement fausse route pour ce qui était de faire face à l'augmentation du coût de la vie. Un grand nombre d'entre eux ont cité ce qu'ils estimaient être une augmentation substantielle des prix dans tous les secteurs au cours des dernières années et craignaient que cette tendance se maintienne dans un avenir prévisible. Lorsqu'on leur a demandé s'ils se souvenaient de mesures récentes prises par le gouvernement fédéral pour aider les Canadiens à faire face à l'augmentation du coût de la vie, les participants ont mentionné des initiatives telles que les paiements de l'incitatif à agir pour le climat (PIAC) ainsi que le doublement temporaire du montant du crédit pour la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée (TPS/TVH).

En indiquant les domaines de leur vie dans lesquels les prix avaient augmenté, plusieurs ont mentionné le prix des produits de première nécessité comme les produits d'épicerie, l'essence et les mensualités des prêts hypothécaires et des loyers. Un certain nombre d'entre eux ont déclaré ne plus aller au restaurant et ne plus s'adonner à autant d'activités de divertissement et de loisir en raison de l'augmentation du coût de la vie. Interrogés sur ce qui, selon eux, contribuait à l'augmentation du coût de la vie, plusieurs ont mentionné des problèmes comme l'augmentation des coûts de transport, l'interruption des chaînes d'approvisionnement mondiales perçue comme étant attribuable à la pandémie, et des questions géopolitiques telles que le conflit en Ukraine. Bien que la plupart d'entre eux estimaient que l'inflation et l'augmentation du coût de la vie constituaient un problème mondial, ils étaient nombreux à penser que le gouvernement fédéral pouvait faire davantage pour y remédier. Au nombre des mesures suggérées figuraient des initiatives contribuant à une plus grande accessibilité à des logements pour les Canadiens à revenu faible ou moyen, la mise en place de prix plafond pour les produits de première nécessité comme les produits d'épicerie et les combustibles, ainsi qu'une plus grande attention portée à l'agriculture et à l'industrie manufacturière nationales.

Les participants du groupe composé de personnes à faible revenu résidant au Québec se sont livrés à un exercice supplémentaire au cours duquel on leur a présenté un certain nombre de mesures prises par le gouvernement du Canada pour aider ceux qui peinaient à faire face au coût de la vie actuel pour ensuite leur demander de choisir celles qui, selon eux, auraient le plus d'impact. Parmi ces mesures, l'instauration de l'Allocation canadienne pour les travailleurs (ACT) a reçu le plus grand soutien, plusieurs participants estimant qu'elle aiderait non seulement les bénéficiaires de l'allocation, mais qu'elle stimulerait également l'économie en encourageant davantage de Canadiens à travailler. L'indexation des prestations pour contrer l'inflation et l'octroi d'un remboursement unique pour



l'épicerie ont également reçu un large soutien, même si certains participants estimaient que des efforts à plus long terme devaient être consentis pour aider les Canadiens en difficulté au regard des prix des produits d'épicerie. Bien que les participants y aient accordé moins d'attention, de l'avis général, l'élargissement des soins dentaires au Canada et l'Allocation canadienne pour le logement (ACL) étaient largement considérés comme des initiatives importantes.

Logement (premiers acheteurs d'une habitation d'Hamilton, Yukon, principaux centres de la Colombie-Britannique, personnes préoccupées par la criminalité de la région de Vancouver)

Les participants de quatre groupes ont pris part à des discussions portant sur le logement. Ces discussions ont principalement porté sur une série de problématiques, notamment sur les mesures récemment annoncées par le gouvernement fédéral pour aider les acheteurs d'une première habitation, les initiatives visant à construire un plus grand nombre de logements partout au Canada, et les préoccupations liées au logement au sein des collectivités nordiques.

Acheteurs potentiels d'une habitation (premiers acheteurs d'une habitation d'Hamilton)

Les participants résidant à Hamilton ont fait part de leur point de vue sur l'accessibilité à la propriété au Canada et des difficultés qu'ils ont rencontrées lors de l'achat de leur première habitation. Interrogés sur les principaux obstacles auxquels se heurtent actuellement les acheteurs potentiels d'une habitation, un grand nombre de participants ont mentionné la mise de fonds substantielle nécessaire à l'achat d'une habitation dans de nombreuses régions du pays, estimant que le montant requis était devenu prohibitif pour bon nombre d'entre eux. Lorsqu'il leur a été demandé s'ils avaient connaissance de mesures récentes prises par le gouvernement du Canada en matière de logement, les participants se sont souvenus d'une interdiction temporaire de deux ans d'achats d'immeubles résidentiels par des non-Canadiens, ainsi que de l'instauration de la taxe sur les logements sous-utilisés (TLSU) et de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété (IAPP).

Tous étaient d'avis que le gouvernement du Canada faisait fausse route en ce qui concerne le rétablissement de prix abordables sur le marché du logement. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que si certaines aides avaient été fournies, elles n'avaient guère permis de résoudre les problèmes à long terme liés à l'accessibilité à la propriété et à l'augmentation exponentielle des prix du logement observée au cours des dernières années. À la question de savoir ce qu'il faudrait faire de plus pour résoudre ce problème, les participants ont suggéré une série de mesures envisageables. Parmi celles-ci figuraient l'octroi d'une aide financière supplémentaire sous forme de subventions et de prêts afin d'aider les acheteurs d'une première habitation à verser une mise de fonds, l'élaboration de programmes de logements sociaux destinés spécifiquement aux Canadiens à faibles revenus et la possibilité pour la Banque du Canada (BC) d'envisager une baisse des taux d'intérêt afin de rendre les prêts hypothécaires plus abordables pour les acquéreurs d'une propriété.

Les participants se sont ensuite livrés à un exercice dans le cadre duquel on leur a présenté de l'information relative à de nombreuses initiatives en matière de logement récemment annoncées par le gouvernement du Canada et on leur a demandé de cerner celles qui, selon eux, auraient l'impact le plus déterminant. L'instauration de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété (IAPP) a reçu le plus

grand soutien, car plusieurs participants estimaient que cette mesure aiderait les acheteurs potentiels à verser une mise de fonds, versement qu'ils considéraient comme étant l'obstacle le plus important à l'achat d'une propriété à l'heure actuelle. De même, la mise en place du compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP) a suscité un certain nombre de réactions favorables, certains prévoyant qu'elle permettrait aux Canadiens de mettre plus facilement de l'argent de côté pour leur mise de fonds. Bien qu'ayant suscité un intérêt moindre, les participants ont également exprimé des opinions majoritairement favorables au sujet de l'élargissement de l'IAPP pour en faciliter l'accès aux Canadiens célibataires, au doublement du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation (CIAPH) et à l'investissement de 200 millions de dollars dans des options de logement de type location-achat.

Une deuxième liste d'initiatives a ensuite été présentée au groupe, pour cette fois-ci en dégager les impacts positifs sur le marché du logement en général. Au nombre de ces initiatives, la mesure visant à interdire la négociation par offres à l'aveugle a reçu le soutien le plus marqué de la part des participants, bon nombre d'entre eux estimant qu'elle aurait un impact considérable sur la réduction des prix sur le marché du logement. Un grand nombre d'entre eux ont réagi positivement à la décision d'interdire temporairement aux non-Canadiens vivant à l'étranger d'acheter des propriétés résidentielles. D'aucuns estimaient que l'instauration par le gouvernement fédéral d'un nouvel impôt sur la revente précipitée d'une propriété pourrait s'avérer un moyen efficace d'empêcher cette pratique.

Offre en matière de logement (principaux centres de la Colombie-Britannique, personnes préoccupées par la criminalité de la région de Vancouver)

Deux groupes basés en Colombie-Britannique (B.C.) ont pris part à une brève discussion sur l'offre de logements et les initiatives visant à construire un plus grand nombre de logements au Canada. Lorsqu'on a demandé aux participants de cerner les principaux enjeux liés au logement qui nécessiteraient une attention accrue de la part du gouvernement fédéral, plusieurs ont mentionné le manque perçu d'options en matière de logements abordables dans un grand nombre de collectivités au Canada. Dans le même ordre d'idées, quelques personnes avaient l'impression que ce problème allait probablement s'aggraver dans les années à venir, étant donné que le gouvernement fédéral s'est engagé à augmenter le taux de nouveaux immigrants au Canada. À la question de savoir si la construction de nouveaux logements devrait être une priorité du gouvernement fédéral, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative, mais estimaient également que des efforts devaient être consentis pour construire des logements expressément destinés aux Canadiens à faible et moyen revenu qui peinent actuellement à acheter une propriété.

Décrivant les obstacles les plus importants à la construction de nouveaux logements, un grand nombre d'entre eux estimaient que l'augmentation du coût de la main-d'œuvre et des matériaux au cours des dernières années a rendu ces projets beaucoup plus onéreux du point de vue des promoteurs. Un certain nombre de participants estimaient également qu'il y avait actuellement trop de règlements liés à la construction de logements et qu'il fallait en faire davantage, en particulier à l'échelon municipal, pour rationaliser le processus d'approbation des nouveaux projets de construction. De l'avis général, tous les paliers de gouvernement devraient avoir un rôle à jouer en ce qui a trait à l'augmentation de

l'offre de logements au bénéfice des Canadiens. Lorsque le rôle du gouvernement fédéral a plus spécifiquement été abordé, la plupart des participants estimaient que ce dernier serait plus efficace en apportant un soutien financier accru aux nouveaux projets de logement et en élaborant et supervisant une stratégie nationale visant à construire davantage de logements.

Logement dans le Nord (Yukon)

Les participants résidant au Yukon ont fait part de leurs points de vue sur la situation du logement dans leurs collectivités respectives et, plus généralement, dans le Nord. Presque tous ont décrit la situation du logement comme étant peu reluisante dans leur région, bon nombre d'entre eux citant des problèmes comme le prix élevés des loyers, le manque de logements sûrs et abordables et l'offre limitée de nouveaux logements à vendre. De l'avis général, la situation du logement dans le Nord s'est détériorée ces dernières années et la plupart des participants s'attendaient à ce que cette tendance se poursuive si le gouvernement fédéral ne prenait pas des mesures pour remédier à ces problèmes.

Interrogés sur ce qui pourrait être fait pour améliorer cette situation, un certain nombre d'entre eux estimaient que le gouvernement du Canada devait consacrer davantage de ressources à la construction de logements abordables dans la région. En outre, les participants estimaient qu'il fallait mettre davantage de l'accent sur une augmentation de la densité de logements dans les collectivités nordiques, en construisant de plus grands complexes résidentiels et en permettant à un plus grand nombre de personnes de vivre dans un espace plus restreint.

Soins de santé (Yukon)

Les participants d'un groupe ont pris part à une discussion portant sur l'offre de soins de santé dans leur région. Lorsqu'on leur a demandé de décrire le système de santé actuel au Yukon, les participants ont relevé toute une série de problématiques. Parmi celles-ci, les longs temps d'attente pour obtenir des soins d'urgence et des rendez-vous importants et pour effectuer des procédures essentielles, les ressources médicales limitées, la pénurie de médecins et d'infirmiers et le manque de services de santé mentale et de traitement des dépendances. Nombre d'entre eux estimaient que le système de santé du Yukon nécessitait des changements majeurs, notamment sous forme d'investissements financiers accrus, d'offres plus nombreuses en ce qui a trait à la sensibilisation et à la formation en matière de soins de santé pour les personnes vivant dans la région, et d'incitatifs plus substantiels pour attirer et maintenir en poste des médecins, des infirmières et d'autres professionnels de la santé dans les collectivités nordiques.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient entendu parler de mesures récentes prises par le gouvernement du Canada dans le domaine des soins de santé, de la santé mentale ou des dépendances et de l'usage de substances, très peu d'entre eux pouvaient se souvenir de quoi que ce soit. Lorsqu'on leur a présenté de l'information sur une entente récente conclue entre le gouvernement fédéral et le Yukon en vue d'accroître le financement destiné aux soins de santé dans le territoire, presque tous les participants ont réagi négativement à cette information. Plusieurs participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral devait assurer une supervision accrue des territoires et des provinces afin de

fournir des services de soins de santé de manière efficace et de faire le meilleur usage possible de ce financement.

Assurance-médicaments (Nouveau-Brunswick, principaux centres de la Colombie-Britannique)

Deux groupes ont participé à des discussions sur la mise en œuvre éventuelle d'un programme national d'assurance-médicaments. À la question de savoir quels étaient selon eux les principaux défis en matière de soins de santé nécessitant une plus grande attention de la part du gouvernement du Canada, les participants ont relevé un large éventail d'enjeux. Parmi ceux-ci, les longs délais d'attente pour accéder à des soins d'urgence, la perception d'une pénurie de médecins et d'infirmières, le manque de médecins de famille, l'épuisement professionnel accru chez les professionnels de la santé et la pénurie généralisée en matière de services de santé mentale. Interrogés plus particulièrement sur le coût des médicaments d'ordonnance, peu d'entre eux estimaient qu'il s'agissait d'un problème important à l'heure actuelle. Bon nombre de participants ont fait remarquer que les Canadiens bénéficiaient généralement d'une assurance dans ce domaine par l'intermédiaire de leur employeur, tandis que quelques-uns avaient l'impression qu'il était possible de se faire rembourser ces coûts par le biais d'une demande de remboursement lors de la déclaration d'impôts annuelle. Un plus petit nombre de participants étaient d'un avis différent, estimant que dans un certain nombre de cas, la couverture pour les médicaments sur ordonnance n'était pas abordable, y compris celle pour le traitement de maladies graves telles que le cancer et le diabète.

Presque tous ont favorablement réagi à l'information qui leur a été présentée concernant les plans relatifs à un éventuel programme national d'assurance-médicaments, et plusieurs d'entre eux se sont montrés particulièrement enthousiastes quant à l'engagement du gouvernement fédéral de négocier les prix des médicaments sur ordonnance au nom des Canadiens. Quelques-uns d'entre eux avaient une opinion plus négative de cette initiative, estimant qu'un programme national d'assurance-médicaments était trop ambitieux et peu susceptible d'être financièrement réalisable s'il était mis en œuvre.

Après avoir été informés que ce programme pourrait soit être mis en place de manière universelle pour tous les Canadiens ou dans le cadre d'une approche visant à « combler les lacunes », en fournissant une couverture d'assurance à ceux qui n'en bénéficient pas actuellement, les participants ont exprimé plusieurs opinions différentes. Un grand nombre d'entre eux estimaient qu'un régime entièrement public serait plus équitable et accessible tout en réduisant le coût des avantages sociaux offerts aux employés, dont les primes, de l'avis des participants, sont onéreuses à l'heure actuelle. Un certain nombre d'entre eux craignaient toutefois que cette approche entraîne des ordonnances excessives de la part des pharmaciens et favorise une éventuelle exploitation par des personnes cherchant à utiliser ces médicaments à des fins récréatives. Les aspects positifs que les participants associaient à l'approche consistant à « combler les lacunes » étaient principalement liés à la perception de coûts moins élevés pour l'ensemble du programme, au ciblage de l'aide fédérale en faveur des personnes qui en ont le plus besoin et à une approche plus personnalisée concernant l'assurance-médicaments. Plusieurs d'entre eux ont toutefois exprimé des préoccupations quant au risque de voir

émerger un système d'assurance-médicaments à deux vitesses si cette approche devait être mise en œuvre.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils seraient favorables à un programme universel d'assurance-médicaments, les participants du groupe du Nouveau-Brunswick ont répondu par l'affirmative, tandis que ceux de la Colombie-Britannique se sont montrés plus sceptiques, estimant que le gouvernement fédéral devait se pencher sur des questions plus urgentes en matière de soins de santé. À la question de savoir s'ils soutiendraient encore ce programme s'il avait pour effet d'augmenter le déficit fédéral ou d'entraîner une augmentation ou une nouvelle taxation, très peu de participants des deux groupes ont répondu par l'affirmative.

Dépendances et usages de substances (diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario, principaux centres de la Colombie-Britannique, personnes préoccupées par la criminalité de la région de Vancouver)

Trois groupes ont pris part à des discussions portant sur les dépendances et l'usage de substances. Lorsqu'on leur a demandé si l'usage de substances était un problème dans leur communauté, presque tous les membres des deux groupes basés en Colombie-Britannique (C.-B.) estimaient qu'il s'agissait d'un problème majeur, tandis que la plupart des membres du Sud de l'Ontario estimaient qu'il s'agissait d'un problème mineur ou qu'il ne s'agissait pas d'un problème du tout. À la question de savoir s'ils se souvenaient de mesures récentes prises par le gouvernement du Canada à cet égard, plusieurs croyaient que ce dernier avait financé et soutenu des sites de consommation supervisée dans plusieurs provinces et territoires. Parmi les autres mesures citées, mentionnons les efforts visant à garantir l'accès des consommateurs de drogues à des seringues propres ainsi que la mise à disposition de trousse de Naloxone gratuites dans la plupart des pharmacies canadiennes.

Interrogés sur ce qui leur venait à l'esprit lorsqu'ils entendaient l'expression « approvisionnement plus sécuritaire », la plupart d'entre eux estimaient qu'il s'agissait de la réglementation relative aux substances illicites et à la distribution de ces dernières aux personnes aux prises avec une dépendance, afin de s'assurer qu'elles ne consomment pas de drogues ayant pu être coupées avec des substances toxiques. Lorsqu'on leur a demandé s'ils connaissaient le terme « site de consommation supervisée », plusieurs d'entre eux avaient l'impression qu'il s'agissait d'endroits où les personnes aux prises avec une dépendance pouvaient venir consommer des substances illicites en lieu sûr et en présence de professionnels de la santé. Si la plupart des participants estimaient qu'un approvisionnement plus sécuritaire et des sites de consommation supervisés auraient probablement un impact bénéfique en matière de protection des consommateurs de drogues et de réduction des surdoses, peu d'entre eux pensaient que cela aurait un impact tangible sur la réduction de la dépendance et de la consommation de substances illicites. Plusieurs d'entre eux se sont dit d'avis qu'en plus des efforts déployés pour réduire les méfaits, il fallait mettre davantage l'accent sur le traitement nécessaire et l'aide à apporter à ces personnes pour qu'elles vainquent leurs dépendances.

Les deux groupes basés en Colombie-Britannique ont été invités à partager leur point de vue sur la récente décision du gouvernement du Canada d'accorder une exemption à la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* afin de supprimer les sanctions pénales pour la possession d'un



maximum de 2,5 grammes de certaines drogues illégales en Colombie-Britannique. La quasi-totalité des résidents de la région de Vancouver (G.V.A.) étaient favorables à cette mesure, tandis que ceux qui résidaient dans les grands centres de la Colombie-Britannique avaient des opinions plus mitigées. Ceux qui soutenaient cette mesure avaient le sentiment qu'elle permettrait aux corps policiers de consacrer davantage de ressources dans d'autres domaines et, éventuellement, de réduire la charge qui pèse sur le système de justice pénale de la province. Parmi ceux qui se disaient plus incertains ou qui disaient s'opposer à cette mesure, des préoccupations ont été soulevées concernant la consommation accrue de ces substances maintenant que les consommateurs n'ont plus à se soucier des conséquences juridiques liées à leur possession.

Protection et promotion de la langue française (région de la Montérégie [Québec])

Les participants résidant dans la région de la Montérégie ont pris part à une brève discussion sur l'importance de la protection et de la promotion de la langue française au Canada. Bien que la plupart d'entre eux estimaient qu'il s'agissait d'une priorité importante devant faire l'objet d'une attention accrue de la part du gouvernement fédéral, peu d'entre eux avaient connaissance d'initiatives ou d'annonces récentes à ce sujet. Lorsqu'on les a informés que le gouvernement du Canada avait récemment mis en place son *Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028*, les participants se sont vu présenter une liste d'objectifs clés et de mesures proposées en lien avec ce plan.

Tous ont favorablement accueilli ces mesures et étaient nombreux à penser qu'elles seraient très utiles à la protection et à la promotion de la langue française, tant au Québec que dans le reste du Canada. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que des investissements consacrés à la formation linguistique de nouveaux arrivants auraient pour effet d'augmenter considérablement la prévalence du français au Canada. Un certain nombre d'entre eux estimaient également que des investissements plus importants visant à augmenter le nombre de garderies francophones au Canada auraient un impact favorable, car ils permettraient aux enfants d'acquérir des compétences en français dès leur plus jeune âge.

Sécurité communautaire et réforme du système de mise en liberté sous caution (diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario, personnes préoccupées par la criminalité de la région de Vancouver)

Deux groupes ont pris part à une discussion sur les enjeux relatifs à la sécurité communautaire et sur les récentes mesures prises par le gouvernement du Canada en lien avec la réforme du système de mise en liberté sous caution. Lorsqu'il leur a été demandé s'ils pensaient que leurs collectivités respectives étaient sûres, ils étaient plus nombreux à le penser que ceux qui étaient d'un autre avis. Presque tous avaient le sentiment que le taux de criminalité avait augmenté au sein de leur collectivité au cours des dernières années. En décrivant les causes potentielles de l'augmentation de la criminalité, un certain nombre de participants estimaient que l'augmentation du taux d'itinérance, de dépendance aux drogues et du nombre de personnes souffrant de problèmes de santé mentale avaient été des facteurs contributifs majeurs.

À la question de savoir s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit sur le système de mise en liberté sous caution du Canada, très peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Si aucun d'entre eux n'avait connaissance de détails précis concernant le système de mise en liberté sous caution, un grand nombre d'entre eux estimaient qu'il était assez clément à l'heure actuelle et qu'il devait être plus strict. Quant à la question de savoir si le système actuel de mise en liberté sous caution était juste, beaucoup estimaient ne pas avoir suffisamment d'information à ce sujet pour pouvoir fournir une évaluation objective. En ce qui concerne l'impact de la récidive des personnes en liberté sous caution, les participants étaient à peu près aussi nombreux à penser qu'il s'agissait d'un problème majeur que ceux qui estimaient qu'il n'avait qu'un impact mineur. En apprenant que le gouvernement fédéral avait récemment pris des mesures pour renforcer le système canadien de mise en liberté sous caution et faire en sorte de rendre plus difficile la récidive, tous les participants ont favorablement réagi à cette information. La plupart d'entre eux étaient d'avis que cela empêcherait certaines personnes de profiter du système de mise en liberté sous caution et prévoyaient que cela contribuerait à réduire la criminalité au sein de leurs collectivités.

Égalité entre les genres (jeunes hommes de centres de petite et moyenne taille du Québec)

Les participants d'un groupe composé de jeunes hommes résidant dans des centres de petite et moyenne taille du Québec ont pris part à une brève discussion portant sur l'égalité entre les genres. Lorsqu'on leur a demandé d'exposer leur point de vue sur les stéréotypes liés au genre et sur ce qui est attendu des hommes dans la société, beaucoup estimaient que les rôles traditionnellement dévolus aux hommes et aux femmes continuaient de conditionner les attentes sociétales, en particulier en ce qui concerne la famille, les rencontres galantes et les relations interpersonnelles. Un petit nombre d'entre eux avaient l'impression que les hommes continuaient d'éprouver un degré considérable de honte ou de gêne en faisant part de leurs problèmes de santé mentale et estimaient que l'on s'attendait encore à ce que les hommes répriment leurs émotions plutôt que d'en faire part. Interrogés sur l'impact de ces stéréotypes sur leur bien-être personnel, plusieurs d'entre eux ont déclaré que cela leur occasionnait du stress et qu'ils se sentaient contraints de se conformer à ce qu'ils considéraient comme étant des attentes de la société à leur égard.

En décrivant ce que signifiait pour eux « l'égalité des droits », bon nombre d'entre eux estimaient que cela supposait qu'hommes et femmes puissent avoir les mêmes droits, les mêmes responsabilités, les mêmes possibilités et les mêmes attentes au sein de la société. À la question de savoir si les jeunes hommes avaient un rôle à jouer dans la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes, un grand nombre d'entre eux se sont dit incertains et bon nombre d'entre eux estimaient que l'égalité entre les hommes et les femmes était déjà en grande partie atteinte. Presque tous les participants étaient en désaccord avec l'affirmation selon laquelle la société reconsidérerait progressivement les rôles traditionnels féminins et masculins sur le lieu de travail et à la maison. Bon nombre d'entre eux estimaient qu'il était encore difficile pour les hommes d'assumer des rôles traditionnellement féminins et que dans une certaine mesure, ceux qui les assumaient continuaient d'être stigmatisés. Les participants estimaient que davantage de travail devait être fait pour s'assurer que les hommes sont acceptés et encouragés à assumer des rôles plus traditionnellement dévolus aux femmes, lorsqu'ils le désiraient.



THE
**STRATEGIC
COUNSEL**

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Date d'attribution du contrat : 19 décembre 2012

Valeur du contrat : 814 741,30 \$
